



**DEMANDE D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC POUR UN COMMERCE
TERRASSE**

(Dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire lié au COVID 19)



Direction Commerce et Artisanat

5 rue Alfred Ottino - 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
01 49 18 14 55 - commerce@saint-ouen.fr

Unité territoriale voirie
Centre administratif
6, place de la République
93400 Saint-Ouen-sur-Seine

Date de la demande : / /

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR (PROPRIETAIRE OU GESTIONNAIRE DU COMMERCE)		
Nature : <input type="checkbox"/> S.A. <input type="checkbox"/> S.A.R.L. <input type="checkbox"/> S.N.C. <input type="checkbox"/> Auto Entrepreneur <input type="checkbox"/> Autre :		
Raison sociale :		
N° Immatriculation RCS :		
Nom et prénom du gérant :		
Adresse de la société :		
Code postal :		
Téléphone (obligatoire) :		Courriel (obligatoire) :
IDENTIFICATION DU COMMERCE (Lieu de l'occupation et de l'enseigne)		
Nom de l'enseigne de l'établissement :		
Adresse de l'établissement :		
Activité commerciale :		N° de SIRET :
DEMANDE DE TERRASSE		
<input type="checkbox"/> Une terrasse ouverte au-devant de l'établissement	Longueur	Largeur
<input type="checkbox"/> Une terrasse déportée sur place de stationnement	Longueur	Largeur
Nombres de places neutralisées :		
PIECES A JOINDRE A LA DEMANDE		
<input type="checkbox"/> une copie recto verso de la carte nationale d'identité du demandeur		
<input type="checkbox"/> un extrait KBIS de moins de 3 mois		
<input type="checkbox"/> une photo du lieu de l'occupation souhaité		

Règles locales pour l'installation de terrasses à Saint-Ouen-sur-Seine :

- Le mobilier « plastique » est interdit, le mobilier doit être de qualité et doit assurer la sécurité des clients.
- La sécurité des terrasses tant vis-à-vis des clients que des passants doit être assurée par le commerçant dans la cadre de l'aménagement de la terrasse autorisée.
- La propreté de la terrasse et de ces environs est à la charge du commerçant, tout au long de l'exploitation de la dite terrasse et également après le rangement du mobilier
- En cas de plaintes de riverains de nuisances générées par une terrasse, l'autorisation pourra être annulée sans délai et l'occupation du domaine public ne sera plus autorisée pour l'établissement.

- J'atteste l'exactitude des renseignements fournis.
- Je reconnais être responsable des dégradations qui pourraient être occasionnées aux ouvrages de la voie publique du fait des travaux et m'engage à remettre en état les ouvrages, le cas échéant. S'il y a lieu, je m'engage à régler les frais de réfection d'après le tarif en vigueur au moment de la réfection par l'administration.
- Je m'engage à respecter les dimensions d'occupation temporaire du domaine public qui me seront autorisées
- Je m'engage à me conformer strictement au règlement des autorisations d'occupation temporaire du domaine public
- Je m'engage à acquitter la redevance correspondante à l'autorisation d'occupation temporaire accordée
- Je m'engage à supprimer toute installation sur le domaine public lorsque l'administration le jugera utile.
- Je m'engage à n'émettre aucune réclamation auprès de Plaine Commune et la Direction Commerce de la Ville, dans le cas de dommages subis par mon occupation du domaine public ou en cas d'accident.
- Je m'engage, en cas de non utilisation de l'autorisation accordée, à avertir Plaine Commune et la Direction Commerce de la Ville, au plus tard une semaine avant la date d'entrée en vigueur de l'autorisation d'occupation temporaire. Au-delà, la redevance restera exigible.
- Je m'engage à mettre en place l'affichage obligatoire de l'autorisation d'occupation temporaire accordée, dans mon établissement, et visible de l'extérieur, pour le bon contrôle des services administratifs concernés.
- Je m'engage à nettoyer les trottoirs devant mon établissement et à ramasser les détritres laissés sur la voie publique aux abords du commerce.
- Je m'engage à respecter les horaires légaux d'ouverture et de fermeture de mon commerce et d'occupation du domaine public.
- Je reconnais avoir été avisé que le non-respect des prescriptions émises par Plaine Commune et la Direction Commerce de la Ville est susceptible de se traduire par l'interruption de l'utilisation des installations ou de leur dépose et sans présumer des sanctions pénales applicables.

Signature précédée de la mention « Lu et approuvé » :

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

Tampon du service et date d'enregistrement du dossier complet :/...../.....

Avis de la Direction Commerce	Avis du Service Voirie	Validation du Maire (ou de son représentant)
<u>Commentaires :</u> <input type="checkbox"/> AVIS FAVORABLE <input type="checkbox"/> AVIS DEFAVORABLE	<u>Commentaires :</u> <input type="checkbox"/> AVIS FAVORABLE <input type="checkbox"/> AVIS DEFAVORABLE	<u>Commentaires :</u> <input type="checkbox"/> AVIS FAVORABLE <input type="checkbox"/> AVIS DEFAVORABLE